

## **REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)**

### **Marché n° 24DISPBX006**

#### **Maintenance préventive et corrective des installations de chauffage, ventilation, climatisation pour le Centre de Détention d'Eysses**

*Appel d'offres ouvert (Article L2124-2 du Code de la commande publique)*

**DATE ET HEURE LIMITE DE RÉCEPTION DES OFFRES : 13/01/2025 à  
17H30**

**Une visite obligatoire sur le site du Centre de Détention d'Eysses doit être réalisée dans  
les délais de publication du marché (cf annexe 3 du RC).**

#### **Imputations budgétaires :**

Code CPV : 507200000 / 507210000 / 507300000/

Activité : 010703010302

Domaine fonctionnel : 0107-01

Groupe de marchandise : 37.02.02

Axe d'analyse 1 : 10-AP107011Z-HEB-GEN

Axe 2 : MR

Centre financier : DAP4DAD033

**Charte**   
RELATIONS FOURNISSEURS  
ET ACHATS RESPONSABLES  
**SIGNATAIRE**

## TABLE DES MATIERES

<b>ARTICLE 1 COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 OBJET, CONDITION ET PROCEDURE DE PASSATION,.....</b>	<b>3</b>
2.1 PROCEDURE DE PASSATION ET OBJET DE LA CONSULTATION .....	3
2.2 ALLOTISSEMENT .....	3
2.3 VARIANTE .....	4
2.4 FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD CADRE.....	4
2.5 DUREE DE L'ACCORD CADRE .....	4
2.6 TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL .....	4
<b>ARTICLE 3 INFORMATION DES CANDIDATS.....</b>	<b>5</b>
3.1 RENSEIGNEMENT DES CANDIDATS PENDANT LA CONSULTATION .....	5
3.2 MODALITES DE RETRAIT ET DE CONSULTATION DES DOCUMENTS .....	5
3.3 MODIFICATION DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION .....	6
3.4 PROLONGATION DU DELAI DE RECEPTION DES OFFRES.....	6
<b>ARTICLE 4 CANDIDATURE .....</b>	<b>6</b>
4.1 MOTIFS D'EXCLUSION .....	6
4.2 CONDITIONS DE PARTICIPATION .....	7
4.3 PRESENTATION DE LA CANDIDATURE .....	7
4.4 PRECISIONS CONCERNANT LES GROUPEMENTS D'OPERATEURS ECONOMIQUES .....	8
4.5 EXAMEN DES CANDIDATURES .....	9
<b>ARTICLE 5 OFFRES .....</b>	<b>10</b>
5.1 PRESENTATION DE L'OFFRE .....	10
5.2 EXAMEN DES OFFRES .....	10
5.3 DECISION D'ATTRIBUTION.....	12

## **Article 1**

### **Composition du dossier de consultation**

Le dossier de la présente consultation est composé des pièces suivantes :

- le présent Règlement de la consultation (RC) et annexe (liste des établissements)
- l'Acte d'engagement (AE)
- le Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- la proposition tarifaire du titulaire

## **Article 2**

### **Objet, condition et procédure de passation,**

Cette consultation concerne la maintenance préventive et corrective des installations CVC pour le Centre de détention d'Eysses dans les conditions d'exécution détaillées au CCAP et au CCTP.

#### ***2.1 Procédure de passation et objet de la consultation***

Passée selon la procédure de l'appel d'offres ouvert en application de l'Article L2124-2, R2124-2 et R2161-2 et suivants du Code de la commande publique, la présente consultation vise la conclusion d'un marché dont l'objet est la maintenance préventive et corrective des installations CVC du Centre de détention d'Eysses dans le ressort de la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Bordeaux (région Nouvelle Aquitaine), telles que ces prestations sont décrites au Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et Cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Le CCAG de référence est le : CCAG-FCS

Code CPV :

#### ***2.2 Allotissement***

Le présent marché n'est pas alloti.

## **2.3 Variante**

Le présent marché présente la possibilité pour les prestataires de réaliser une offre variante, telle que détaillée à l'article 8.2 du CCAP. Il s'agit d'une possibilité et non d'une obligation.

Les prestataires pour réaliser une proposition de variante devront avoir fait une proposition relative à l'offre de base en amont.

L'offre de variante devra comprendre l'ensemble des éléments d'offre et de candidature demandés pour l'offre de base conformément aux dispositions du présent règlement de consultation. L'offre de variante devra être en conséquence, distincte de l'offre de base.

Les critères de notations des offres seront identiques concernant l'offre de base et l'offre variante.

## **2.4 Forme et étendue de l'accord cadre**

L'accord-cadre est mono-attributaire et exécuté par émission de bons de commande. L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et pour montant maximum de **300 000€HT**.

## **2.5 Durée de l'accord cadre**

Le présent marché public est passé pour une durée ferme d'un an, démarrant à sa date de notification.

## **2.6 Traitement des données à caractère personnel**

Le présent accord-cadre comporte du traitement de données à caractère personnel. Pour l'application du présent article et au sens du règlement général sur la protection des données (ci-après RGPD) :

- le responsable de traitement est l'acheteur ;
- les sous-traitants sont les titulaires des lots de l'accord-cadre.

Dans le cadre du présent contrat, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, et notamment :

- le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (RGPD),
- la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

## Article 3

### Information des candidats

Les documents de la consultation mis à disposition sur la Plateforme PLACE sous le n°24DISPBX006 sont les suivants :

- ✓ Le présent règlement de consultation
- ✓ Le CCAP et ses annexes :
  - Annexe 1 du CCAP - Coordonnées des établissements
  - Annexe 2 du CCAP - BPU
  - Annexe 3 du CCAP - Quantités estimatives
- ✓ Le CCTP
- ✓ ATTRI 1 – pré rempli avec les coordonnées du marché et de l'acheteur à compléter par les candidats retenus.
- ✓ DC1 à compléter
- ✓ DC2 à compléter

#### **3.1 Renseignement des candidats pendant la consultation**

L'ensemble des échanges se fait uniquement par voie électronique, via PLACE : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) référence 24DISPBX006. Toutes les questions relatives à la procédure ainsi que celles relatives à l'accord-cadre doivent être posées exclusivement via l'interface PLACE. Les réponses seront diffusées exclusivement via PLACE.

#### **3.2 Modalités de retrait et de consultation des documents**

Les documents sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) ([www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)).

Pour télécharger les documents, les soumissionnaires devront renseigner un formulaire d'identification.

A cet effet, ils fournissent le nom de l'organisme, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse permettant de façon certaine une correspondance électronique.

Toute information erronée peut nuire à la transmission des documents. L'exactitude de ces informations est laissée à l'entière responsabilité du demandeur. Les frais d'accès au réseau internet sont à la charge de chaque candidat.

Les candidats sont informés que le temps nécessaire au dépôt des dossiers sur le site peut varier notablement en fonction de l'état du réseau et du volume du fichier concerné. Seule l'heure de fin de transmission du dossier sur la plate-forme étant prise en compte, les candidats sont invités à prendre toute précaution utile en termes de

délais pour que leurs dossiers, notamment ceux particulièrement volumineux, soient déposés sur la plate-forme dans les délais.

### **3.3 Modification des documents de la consultation**

Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires reçues jusqu'à **8** jours avant la date limite de réception des offres, sont transmises aux candidats au plus tard **6** jours avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Des modifications peuvent être apportées aux documents de la consultation au plus tard **6** jours avant la date limite de remise des offres.

Les modifications ne pourront être communiquées qu'aux candidats dûment identifiés lors du retrait du dossier.

Les candidats doivent répondre sur la base du dernier dossier modifié.

Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et l'heure limites de remise des offres.

### **3.4 Prolongation du délai de réception des offres**

Lorsqu'une réponse nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fournie **6** jours avant la date limite de réception des offres, ou en cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des offres est reporté proportionnellement à l'importance des modifications

## **Article 4** **Candidature**

### **4.1 Motifs d'exclusion**

Conformément aux dispositions du Code de la Commande Publique relative aux exclusions de plein droit et aux exclusions à l'appréciation de l'acheteur, les personnes se trouvant dans un des cas d'exclusion sont exclues de la procédure.

Lorsqu'un opérateur économique se trouve, en cours de procédure, en situation d'exclusion, il en informe sans délai l'acheteur qui l'exclut pour ce motif.

En cas d'exclusion à l'appréciation de l'acheteur, l'opérateur économique présente, à la demande de l'acheteur, ses observations afin d'établir qu'il a pris les mesures nécessaires ou encore que sa participation à la présente consultation n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

## **4.2 Conditions de participation**

Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché public.

Si le candidat postule à plusieurs lots, il peut remettre un dossier de candidature unique à condition de présenter ses capacités professionnelles, techniques et financières lot par lot.

## **4.3 Présentation de la candidature**

### **4.3.1 Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen (DUME)**

Les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un DUME électronique, disponible depuis cette adresse : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

Des renseignements complémentaires au sujet du DUME électronique sont disponibles à :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/pour-les-entreprises/>

Les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme du DUME, en cochant, uniquement dans la partie IV - α « indication globale pour tous les critères de sélection » sans fournir d'informations particulières. En revanche, si l'acheteur n'a pas prévu cette possibilité, les candidats doivent fournir les informations requises.

### **4.3.2 Candidature hors DUME**

Les candidats doivent transmettre les documents et renseignements suivants :

- **la lettre de candidature ou formulaire DC1** (modèle pré-rempli joint à l'appel d'offre) téléchargeable à partir du lien <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat> ou équivalent, dûment rempli, et daté. Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, le formulaire DC1 est complète par chaque membre du groupement ;

En cas d'attribution de l'accord cadre à un groupement d'opérateurs économiques, un document d'habilitation devra être signé par les autres membres du groupement lors de la phase d'attribution ;

- **la déclaration du candidat ou formulaire DC2** (modèle pré-rempli joint à l'appel d'offre) téléchargeable à partir du lien <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat> , ou équivalent, dûment rempli et daté. En cas de candidature groupée, chaque membre du groupement doit renseigner une déclaration de candidat.

Pour l'appréciation des capacités économique et financière :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures et services objet de l'accord-cadre, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.

Pour l'appréciation des capacités techniques et professionnelles :

- Déclaration indiquant l'équipe technique dont l'opérateur économique dispose pour la réalisation de marches de même nature ;
- Présentation d'une liste de vos principaux clients durant ces trois dernières années pour la réalisation de marchés de même nature, en indiquant les montants, la date et la destination (public ou privé) ainsi que des coordonnées de contacts de ceux-ci.

#### **4.4 Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques**

Un service de bourse à la cotraitance est proposé sur le portail « entreprises » du profil d'acheteur de l'Etat (Plateforme des achats de l'Etat : PLACE)

Ce service entend faciliter les contacts des entreprises entre elles qui souhaitent répondre à des Marchés publics de manière groupée sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques.

Des fiches explicatives et le mode d'emploi de ce service sont disponibles à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/dae/bourse-a-cotraitance-service-pour-aider-entreprises>

##### **4.4.1 Motifs d'exclusion en cas de groupement d'opérateurs économiques**

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure

##### **4.4.2 Conditions de présentation**

Dans le cadre de la consultation, l'acheteur n'autorise pas le candidat à présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements d'opérateurs économiques ;
- en qualité de membres de plusieurs groupements d'opérateurs économiques.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.



#### **4.4.3 Forme du groupement**

La forme du groupement n'est pas imposée.

Dans le cas d'un groupement conjoint, le mandataire sera solidaire de l'ensemble des membres du groupement.

#### **4.4.4 Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen électronique (DUME électronique)**

Si le groupement d'opérateurs économiques présente sa candidature sous la forme du DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct.

#### **4.4.5 Candidature avec les formulaires DC1 et DC2**

Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, les candidats transmettent les renseignements suivants des formulaires DC1 et DC2 :

- ✓ La lettre de candidature ou le formulaire DC1 sera complète pour chaque membre du groupement ;
- ✓ La déclaration du candidat ou le formulaire DC2 est rempli par chaque membre du groupement.

### **4.5 Examen des candidatures**

Les documents justificatifs concernant l'aptitude et les capacités ainsi que les moyens de preuve relatifs aux motifs d'exclusion ne sont demandés par l'acheteur qu'au(x) soumissionnaire(s) auquel(s) il est envisagé d'attribuer le marché public.

Si l'acheteur constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous.

Ce délai est précisé avec la demande de complément.

Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont éliminées.

Les candidatures qui ne justifient pas de l'aptitude professionnelle ou qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques ou financières suffisantes demandées pour cette consultation sont éliminées.

## Article 5

### Offres

Les conditions présentées dans cet article sont opposables tant aux offres de base qu'aux offres variantes. Si le prestataire décide de faire une offre variante, celle-ci devra être distincte de son offre de base et reprendre l'ensemble des éléments détaillés dans le présent article.

#### **5.1 Présentation de l'offre**

L'offre du candidat comporte les pièces suivantes, intégralement renseignées :

##### **1- L'annexe financière à l'acte d'engagement :**

- Bordereaux de prix unitaires (BPU)

##### **2- Le mémoire technique** (Arial taille 10 – 5 annexes maximum).

Si le candidat répond à l'offre variante, il doit répondre par l'intermédiaire d'un autre mémoire technique.

Le candidat doit y décrire sa société, la compétence de son personnel, les produits utilisés, les méthodes utilisées, la façon dont il compte répondre aux exigences du CCTP. Il pourra également y décrire les mesures environnementales et sociales prise dans son entreprise et appliquées dans le cadre du marché.

**3 – Le certificat de visite obligatoire** complété par le prestataire et par l'établissement dans les délais prévus.

**4- le cas échéant, la demande d'acceptation des sous-traitants et d'agrément de leurs conditions de paiement,**

Seuls les soumissionnaires auxquels il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre devront fournir l'acte d'engagement.

#### **5.2 Examen des offres**

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables, sont éliminées.  
Est considérée comme :

*-Inappropriée*, une offre qui apporte une réponse sans rapport avec le besoin du pouvoir adjudicateur et qui peut en conséquence être assimilée à une absence d'offre,

*-irrégulière*, une offre qui est incomplète ou ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation,

-*inacceptable*, une offre dont les conditions d'exécution méconnaissent la législation en vigueur ou lorsque les crédits alloués au marché ne permettent pas au pouvoir adjudicateur de la financer.

Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

L'acheteur peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre. Cette demande ne peut aboutir ni à une négociation ni à une modification de l'offre.

### 5.2.1 Critères d'attribution des offres

L'acheteur attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse en se fondant sur une pluralité de critères. Les critères listés ci-dessous s'appliqueront indistinctement pour les offres de base et les offres variantes.

Critères	Points	Sous-critères	Pondération	Cadre de réponse
<b>PRIX</b>	40 points	Montant de la maintenance préventive forfaitaire et corrective jusqu'au montant de la franchise	30	Annexe 1 AE - BPU
		Montants taux horaires et mains d'œuvres des prestations correctives hors montant de la franchise	10	Annexe 1 AE - BPU
<b>VALEUR TECHNIQUE</b> Appréciée sur la base du mémoire technique et de ses annexes	60 points	Modalités de prise en charge des installations	10	Item 1 du mémoire technique
		Organisation de la maintenance préventive	15	Item 2 du mémoire technique
		Organisation de la maintenance corrective, modalités d'intervention sur site du service bénéficiaire	15	Item 3 du mémoire technique
		Nombres, qualifications et ancienneté des intervenants techniques et administratifs et identification d'un interlocuteur unique dédié au suivi du marché	7	Items 4 - 5 et 6 du mémoire technique

		Moyens matériels affectés (véhicules, équipements outillages spécifiques, stock de pièces de rechanges)	3	Article 7 du mémoire technique
		Conception et mise à disposition des plannings de maintenance préventive selon les équipements et la périodicité des visites	2	Article 8 du mémoire technique
		Formalisme des reportings de maintenance préventive et corrective et du reporting annuel	2	Item 9 du mémoire technique
		Description du processus de réversibilité en fin de contrat	3	Item 10 du mémoire technique
		Démarches environnementales et sociales de l'entreprise	3	Item 11 du mémoire technique

**- Critère prix : 40 % de la note globale**

Les offres de prix des candidats admis seront notées sur 10.

Note de l'offre jugée = (Prix de l'offre la moins-disante / Prix de l'offre étudié)

**- Valeur technique : 60% de la globale**

Chaque sous-critère sera noté sur 10.

Il est également précisé que le candidat retenu sera tenu de fournir, avant d'être définitivement désigné comme attributaire du marché et dans un délai de huit jours suivant la demande de l'administration, les certificats attestant de la régularité de sa situation au regard de ses obligations fiscales et sociales.

### **5.3 Décision d'attribution**

Suite à la décision d'attribution, les candidats évincés seront informés et auront le délai de stand-still de 11 jours pour exercer leurs droits à recours.

Les candidats retenus, passés ce délai, devront nous fournir obligatoirement le formulaire ATTRI-1, dit Acte d'engagement, ainsi que les pièces complémentaires demandés.